

Table des matières

PRÉAMBULE	2
1. Le périmètre de la charte	2
1-1. Les utilisateurs concernés.....	2
1-2. Les lieux et services concernés.....	2
1- dans l'ensemble des lieux relevant de la MFR.	2
2- à l'ensemble des services et outils numériques mis à disposition de l'utilisateur.	3
2. Les règles relatives à l'utilisation des locaux et des ressources informatiques	3
2-1. Conditions d'accès aux matériels et services informatiques.....	3
2-2. Les conditions d'accès aux locaux « TICE ».....	4
3. Les droits et engagements de l'utilisateur.....	4
3-1. Le droit d'accès aux ressources informatiques de l'établissement.....	4
3-2. Le droit d'accès de l'utilisateur à ses données à caractère personnel	4
3-3. Les engagements de l'utilisateur :	5
3-3-1. Les obligations légales de l'utilisateur	5
4. Les engagements de la MFR.....	7
4-1. Le respect de la loi	7
4-2. La disponibilité du service	7
4-3. La protection des utilisateurs	7
4-4. La protection des données à caractère personnel de l'utilisateur	8
4-5. L'information en cas de contrôles techniques	8
5. Les modalités de la sensibilisation et de l'éducation aux outils et services numériques ..	8
6. Les contrôles techniques et sanctions	8
7. Les dispositions finales.....	9
ANNEXE 1 : Glossaire des termes techniques	10

PRÉAMBULE

La fourniture des services numériques et l'accès aux Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Enseignement (TICE) font partie intégrante de la formation. L'usage des services et outils numériques s'exerçant dans un cadre légal et réglementaire doit en conséquence être régulé. La formation et la sensibilisation des utilisateurs des TICE se concrétisent par la responsabilisation des apprenants, salariés ou administrateurs de la MFR.

La présente charte annexée au règlement intérieur a pour objet de répondre à ce double objectif de sensibilisation et de régulation et s'appliquent à tout utilisateur des technologies de l'information et de la communication, jeune ou adulte, qui s'engage à respecter ce document dans l'enceinte de la Maison familiale rurale de Routot.

Cette charte vise à :

- Fixer les règles relatives à l'utilisation des locaux et ressources informatiques
- Fixer les règles relatives à la gestion des données personnelles de l'utilisateur (déclinaison du RGPD dans l'établissement)
- Préciser les modalités de la sensibilisation et de l'éducation aux outils et services numériques
- Déterminer les engagements de l'utilisateur et de la MFR (droits et devoirs de chacun tant au niveau de l'utilisation des moyens mis à disposition par la Maison familiale que de l'utilisation des outils de communication personnels)
- Préciser les modalités des éventuels contrôles portant sur l'utilisation des services proposés

La charte a pour objet d'assurer à chacun l'utilisation optimale des ressources proposées par la Maison familiale rurale en matière informatique, de permettre une vie en collectivité de qualité et de favoriser une éducation à la responsabilité.

La charte comporte en annexe un glossaire des termes techniques pour que leur signification soit partagée par tous.

1. Le périmètre de la charte

1-1. Les utilisateurs concernés

Les dispositions de cette charte s'appliquent à tous les apprenants (élèves, étudiants, apprentis et stagiaires) dits « utilisateurs », qu'ils soient internes, demi-pensionnaires ou externes y compris ceux présents occasionnellement et ceux originaires d'autres établissements.

1-2. Les lieux et services concernés

La charte s'applique :

1- dans l'ensemble des lieux relevant de la MFR.

Salle de cours, lieux de vie résidentielle, salle informatique.

2- à l'ensemble des services et outils numériques mis à disposition de l'utilisateur.

ENT, PC, logiciels, salle informatique, messagerie électronique, services attachés à l'accès internet.

Sauf dérogation, les dispositions de la charte sont applicables à l'ensemble des activités organisées par la MFR dans ses locaux ou à l'extérieur de ces derniers (Tels que les hébergements au cours des voyages scolaires).

2. Les règles relatives à l'utilisation des locaux et des ressources informatiques

Les ressources informatiques sont définies par les matériels ou les services (messagerie, ENT, accès internet, etc.)

2-1. Conditions d'accès aux matériels et services informatiques

La MFR fait bénéficier l'utilisateur apprenant d'un accès aux ressources informatiques suivantes :

Accès Internet :

- *Accès à un réseau Intranet*
- *Accès à un Environnement Numérique de Travail (ENT) comprenant :*
 - *Un accès aux données de vie scolaire (notes et cahier de texte) ;*
 - *Un service de diffusion d'informations et de mise en ligne de contenus (publication web) ;*
 - *Un service d'accès à des ressources pédagogiques numériques ;*
 - *Des services de communication électronique (messagerie instantanée, forums de discussion) ;*
 - *Un service de téléchargement et de stockage de contenus.*
- *Accès au Wifi*
- *Accès à une messagerie électronique*
- *Mise à disposition d'Équipements Individuels Mobiles (EIM)*
- *Utilisation de son propre équipement mobile (BYOD)*
- *Autres services*

Cet accès a pour objectif exclusif la réalisation d'activités pédagogiques, éducatives et administratives. Tout autre usage est interdit.

Pour accéder à ces matériels et services, l'utilisateur dispose d'un compte d'accès nominatif et individuel. Ce dernier est constitué d'un identifiant et d'un mot de passe strictement personnel et confidentiel. Son usage ne peut en aucun cas être cédé à un tiers à quelque titre que ce soit. L'utilisateur est responsable de leur conservation, s'engage à ne pas les divulguer et à ne pas s'approprier ceux d'un autre utilisateur.

Le compte d'accès valable pendant la durée de formation pour un apprenant.

L'utilisateur désireux d'utiliser son propre matériel pour accéder au réseau de l'établissement doit en faire la demande auprès de la direction.

2-2. Les conditions d'accès aux locaux « TICE »

L'accès aux serveurs est strictement réservé aux équipes informatiques et salariés de la MFR. Les apprenants n'y ont pas accès.

Les locaux TICE réservés aux apprentissages (salles informatiques, CDI ou autres) sont ouverts aux apprenants sous les conditions suivantes :

3. Les droits et engagements de l'utilisateur

3-1. Le droit d'accès aux ressources informatiques de l'établissement

L'utilisateur bénéficie d'un droit d'accès aux ressources informatiques de la MFR selon les modalités précisées dans cette charte.

En cas de poursuites disciplinaires contre l'utilisateur à la suite du non-respect des engagements énoncés dans la présente charte, son droit d'accès peut être suspendu par la directrice de la MFR un premier temps. En cas de sanction disciplinaire et complémentairement à elle, ce droit d'accès pourra être retiré définitivement ou pour une durée déterminée, précisée dans la sanction. S'il est rétabli, ce droit d'accès pourra être limité et réduit.

3-2. Le droit d'accès de l'utilisateur à ses données à caractère personnel

Suite à la parution de règlement (UE) n°2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD) et à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, l'utilisateur dispose de droits sur le traitement de ses données personnelles sur supports informatiques. Il peut les faire valoir auprès de la directrice de la MFR en tant que responsable des traitements pour l'établissement. Ces droits sont détenus par l'utilisateur s'il a au moins 15 ans ou par ses représentants légaux s'il a moins de 15 ans.

Il s'agit notamment du :

- droit d'accès aux données (article 15 RGPD)
- droit de rectification (article 16 RGPD) : L'utilisateur a le droit de demander que ses données soient rectifiées ou complétées, et ce dans les meilleurs délais.

- droit d'effacement ou « droit à l'oubli » (article 17 RGPD) : L'utilisateur a le droit de demander l'effacement de ses données, dans les meilleurs délais si le traitement n'entre pas dans le champ de la mission de service public de l'éducation.
- droit à la portabilité des données (article 20 RGPD) : L'utilisateur a le droit de récupérer les données qu'il a fournies à l'établissement, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, et de les transmettre à un autre établissement ou organisme.
- Droit d'opposition (article 21 RGPD) : L'utilisateur a le droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel. Ce droit s'exprime dans la limite des obligations légales fixées aux établissements par l'administration.

3-3. Les engagements de l'utilisateur :

Quel que le soit le support ou matériel utilisé (téléphones portables / messageries électroniques / forums / chats / jeux en ligne / courriers électroniques / réseaux sociaux / site de partage de photographies / blogs / etc..) y compris ceux dont il a la propriété (Ex: téléphone portable), l'utilisateur est tenu d'en faire un usage qui soit conforme à la fois aux lois et textes en vigueur (3-3-1) mais également aux règles déontologiques ou d'utilisation des matériels et locaux fixées par cette charte. Toute violation des textes et des règles déontologiques peut donner lieu à des poursuites disciplinaires prévues par les articles XX du règlement intérieur et / ou dépôt de plainte et sans que la liberté d'expression de l'utilisateur puisse être invoquée.

3-3-1. Les obligations légales de l'utilisateur

- ↳ L'utilisateur est tenu de respecter les personnes, qu'elles aient ou pas le statut d'apprenant.

A ce titre et sous peine de sanction, l'utilisation des outils et services numériques :

- Ne doit pas conduire à porter atteinte à la vie privée d'un tiers (Art 9 du code civil et 226-1, 226-7 et 226-15 du code pénal), ni à sa dignité (Art 16 du code civil). Le fait d'enregistrer, de capter l'image ou le contenu d'un mail, de filmer et / ou de transmettre au moyen d'un procédé quelconque, sans son consentement, les images et paroles prononcées à titre privé ou confidentiel constitue un acte portant atteinte à la vie privée, à sa dignité et méconnaît son droit à l'image ;
- Ne doit pas conduire à tenir des propos injurieux ou diffamatoires, tous deux réprimés par le code pénal (Art R.621-2 du code pénal) et l'article 29 de la loi du 28 juillet 1881 ;
(La diffamation est une allégation ou l'imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur et à la considération d'une personne)
(Une injure est une parole offensante adressée délibérément à une personne dans le but de la blesser moralement)

- Ne doit pas aboutir à un acte de cyber harcèlement ou harcèlement en ligne d'un tiers (Art 222-33-2-2 du code pénal). Le harcèlement scolaire est le fait pour un apprenant ou un groupe d'apprenants de faire subir de manière répétée à un (ou plusieurs) autre(s) apprenant (s) des propos ou des comportements agressifs.
- ↳ L'utilisateur est tenu de ne pas consulter de sites, de ne pas transmettre par un moyen électronique des propos, de ne pas fixer, enregistrer, modifier ou diffuser des images à caractère :
 - Pornographique (Art 227-23 du code pénal),
 - Homophobe (Art 132-77 du code pénal),
 - Raciste, antisémite (Art R.625-8-1 du code pénal),
 - Incitant à la haine raciale (Art R.625-7 du code pénal)
 - Faisant l'apologie d'acte terroriste ou du crime (Art 421-2-5 du code pénal).
- ↳ L'utilisateur notamment majeur est tenu de ne pas transmettre par un moyen électronique des propos, de ne pas fixer, enregistrer, modifier ou diffuser des images mettant en péril un mineur notamment en l'incitant :
 - A l'usage illicite de stupéfiants (Art 227-18 du code pénal),
 - A la consommation excessive de boissons alcooliques (Art 227-19 du code pénal),
 - A la commission de crimes ou de délits (Art 227-21 du code pénal),
 - Au suicide (Art 223-13 du code pénal)
 - A se mettre en danger (Arts 223-1 et 223-2 du code pénal)
- ↳ L'utilisateur est tenu de respecter le droit d'auteur des œuvres littéraires, musicales, photographiques ou audiovisuelles mises en ligne, et d'une manière générale, le respect du code de la propriété intellectuelle.

Le droit de publication reconnu à l'utilisateur quelles que soient les modalités de sa mise en œuvre (vidéo, blog, journal en ligne, partage de travaux scolaires, etc...) implique un respect du droit d'auteur reconnu par le code de la propriété intellectuelle à deux titres :

- D'une part, l'utilisateur peut être considéré comme « auteur » si sa « production » a un caractère original et ne constitue pas un « travail scolaire ». Cette qualité lui confère des droits patrimoniaux sur ses productions mises en ligne. L'exploitation et la réutilisation de ces productions nécessitent son autorisation préalable et exigent que les ré-utilisateurs précisent les sources du document.
- D'autre part, l'utilisateur lorsqu'il n'est pas sous la direction et l'autorité d'un membre de l'équipe de la MFR pour réaliser sa production, doit se conformer à la réglementation sur le droit d'auteur (autorisation et citation des sources) dès lors que le document utilisé

pour la réalisation de sa production est considéré comme une œuvre protégée par le code de la propriété intellectuelle.

Chaque utilisateur s'engage à ne pas effectuer intentionnellement des opérations qui pourraient avoir pour conséquences :

- De masquer sa véritable identité ou d'utiliser le mot de passe d'un autre usager,
- D'altérer les données ou d'accéder à des informations appartenant à d'autres utilisateurs,
- D'interrompre, sans y être autorisé, le fonctionnement normal du réseau ou d'un des systèmes connectés,
- D'utiliser des logiciels piratés, des logiciels "peer-to-peer" (P2P) ou de streaming (vidéo, jeux...),

La méconnaissance de ces règles est une infraction (délit de contrefaçon) sanctionnée par l'article L.353-3 du code de la propriété intellectuelle.

4. Les engagements de la MFR

La MFR fait bénéficier l'Utilisateur-apprenant d'un accès aux ressources et services multimédias

4-1. Le respect de la loi

La MFR s'oblige à respecter toutes les règles protectrices des intérêts des tiers et de l'ordre public et notamment à informer promptement les autorités publiques des activités illicites qu'il pourrait constater à l'occasion de l'utilisation de ses services.

4-2. La disponibilité du service

La MFR s'oblige à donner un accès facile, direct et permanent, pour les destinataires de ses services.

La MFR s'engage à informer l'utilisateur de l'existence de moyens techniques permettant de restreindre l'accès à certains services ou de les sélectionner, et à leur proposer au moins un de ces moyens.

4-3. La protection des utilisateurs

La MFR et l'équipe pédagogique se doivent de protéger les utilisateurs mineurs en les préparant, en les conseillant, en les assistant dans leur utilisation de l'internet et des réseaux numériques.

Il appartient à la MFR et à l'équipe pédagogique de veiller, au cas par cas, à une organisation de ces activités offrant de bonnes conditions de sécurité. La mise en place de ces mécanismes de protection doit se faire de manière adaptée aux très diverses situations d'apprentissage, selon

que l'utilisation s'effectue dans la classe ou en salle informatique, etc... qu'il nécessite le parcours d'un large éventail de sites ou au contraire la restriction à quelques pages web liées à l'activité du jour ou de l'heure.

4-4. La protection des données à caractère personnel de l'utilisateur

La MFR s'engage à donner suite aux demandes de l'utilisateur pour faire valoir ses droits sur ses données personnelles conformément aux dispositions du 3-2 de la présente charte.

4-5. L'information en cas de contrôles techniques

La MFR informe l'utilisateur que les différents dispositifs du système d'information, liés à la gestion de la sécurité et à la recherche de pannes et incidents, enregistrent des informations le concernant.

La MFR informe l'utilisateur qu'il peut procéder à des contrôles à posteriori des sites internet visités, des durées correspondantes et du compte Google mis à la disposition et des apprenants, et géré par la MFR.

5. Les modalités de la sensibilisation et de l'éducation aux outils et services numériques

La charte décline l'organisation mise en place localement et éventuellement régionalement pour permettre aux utilisateurs (en particulier les nouveaux) de s'autoréguler sur internet et être sensibilisés aux risques et aux enjeux.

6. Les contrôles techniques et sanctions

Des contrôles techniques peuvent être effectués par la MFR :

- **Soit dans un souci de protection des apprenants et notamment des mineurs ;**

La MFR se réserve la possibilité de procéder à un contrôle des sites visités par les apprenants afin d'éviter l'accès par ces derniers à des sites illicites ou requérant l'âge de la majorité, notamment par lecture des journaux d'activité du service d'accès au réseau.

- **Soit dans un souci de sécurité du réseau et/ou des ressources informatiques ;**

Pour des nécessités de maintenance et de gestion technique, l'utilisation des services et notamment des ressources matérielles et logicielles ainsi que les échanges via le réseau peuvent être analysés et contrôlés dans le respect de la législation applicable et notamment dans le respect des règles relatives à la protection de la vie privée et au respect des communications privées. La MFR se réserve, dans ce cadre, le droit de recueillir et de conserver les informations nécessaires à la bonne marche du système.

L'utilisateur est informé que les différents dispositifs du système d'information, liés à la gestion de la sécurité et à la recherche de pannes et incidents, enregistrent des informations le concernant.

L'utilisateur est informé que la MFR se réserve le droit de procéder à des contrôles à posteriori des sites internet visités et des durées correspondantes.

Ces dispositifs permettant l'identification d'utilisations contraires aux principes et dispositions de la présente charte, l'administrateur du réseau pourra dans cette hypothèse être amené à signaler ces informations à la directrice concernée. Ces signalements peuvent donner lieu à des poursuites disciplinaires de l'apprenant dans le cadre de la procédure prévue à cet effet par le règlement intérieur et / ou à des signalements aux autorités judiciaires si les faits constatés sont constitutifs d'infractions pénales.

Les données personnelles collectées sont détruites dans un délai d'un an. Les personnels chargés des opérations de contrôles sont soumis au secret professionnel.

En cas de faute disciplinaire ou d'infraction commise par un utilisateur qui serait liée à l'usage des outils et services numériques, la directrice peut limiter ou retirer ses autorisations d'accès de manière temporaire ou définitive.

7. Les dispositions finales

La charte est intégrée sous forme d'annexe au règlement intérieur de la MFR. Elle est diffusée selon les modalités suivantes.

- Affichage en salle informatique
- Publication sur le site internet de la MFR

Il est convenu que chaque utilisateur ou ses représentants légaux s'il est mineur atteste(nt) en avoir pris connaissance selon les mêmes modalités que les autres dispositions du règlement intérieur. La charte peut être modifiée et révisée à l'issue ou le cas échéant en cours d'année scolaire.

Je déclare avoir pris connaissance de la charte et en comprendre les règles

Date :

Signature :

De l'élève / apprenti·e / Stagiaire (même mineur)

Du représentant légal (pour les mineurs)

ANNEXE 1 : Glossaire des termes techniques

S'il appartient à la MFR de convenir de la bonne définition des termes techniques employés dans la charte, les termes suivants ont une définition légale :

Administrateur : un administrateur est une personne chargée de la maintenance et du suivi d'un système informatique.

Cyber harcèlement : La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) identifie le cyber harcèlement comme étant « le fait de recevoir des messages répétés dont le contenu est teinté de menaces, d'insultes ou de chantage. Les auteurs de ces messages peuvent aussi demander de l'argent pour arrêter, exiger une rencontre ou demander des informations privées ».

Données personnelles : Une donnée personnelle (ou donnée à caractère personnel) est une information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement (nom prénom) ou indirectement (numéro téléphone, menu particulier, etc.) par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.

Données sensibles : Ce sont des informations qui révèlent la prétendue origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que le traitement des données génétiques, des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique. Le RGPD interdit de recueillir ou d'utiliser ces données, sauf dans certains cas.

EIM : Le terme "équipement individuel mobile" désigne les ordinateurs portables, les tablettes, les téléphones portables et les liseuses. Ces équipements sont individuels car ils permettent l'accès d'un seul utilisateur aux ressources pédagogiques et mobiles, car ils sont utilisés dans les situations d'usages pédagogiques nomades dans la classe et hors la classe. Leur déploiement est régi par le CARMO pour « Cadre de référence pour l'Accès aux Ressources pédagogiques via un équipement Mobile », ce référentiel regroupe toutes les préconisations et recommandations sur le déploiement des Equipements individuels Mobiles dans les établissements.

ENT : Un espace numérique de travail (ENT) est un portail internet éducatif permettant à chaque membre de la communauté éducative d'un établissement scolaire (MFR, CFA etc.), d'accéder, via un point d'entrée unique et sécurisé, à un bouquet de services numériques en relation avec ses activités.

CGU : conditions générales d'utilisation déterminent les règles d'accès à un service informatique, (logiciel, site web, plateforme...)

Internet : réseau mondial associant des ressources de télécommunications et des matériels informatiques et numériques (ordinateurs, serveurs, smartphone...) destiné à l'échange de messages électroniques, d'informations multimédia et de fichiers.

Intranet : réseau de télécommunication et de téléinformatique destiné à l'usage exclusif d'un organisme (ici un EPLEFPA) utilisant les mêmes protocoles et techniques que l'internet.

Messagerie électronique : service permettant aux utilisateurs habilités, de saisir, envoyer ou consulter en différé des courriers électroniques ou courriels.

Mot de passe fort ou robuste : mot de plus de douze caractères ou phrase qui contient au moins un nombre, une majuscule, une minuscule, un signe de ponctuation ou un caractère spécial (dollar, dièse, ...)

Registre des activités de traitement : Le registre est prévu par l'article 30 du RGPD. Il participe à la documentation de la conformité. C'est un document de recensement et d'analyse, il doit refléter la réalité de vos traitements de données personnelles et vous permet d'identifier précisément :

- Les parties prenantes (représentant, sous-traitants, co-responsables, etc.) qui interviennent dans le traitement des données,
- Les catégories de données traitées,
- A quoi servent ces données (ce que vous en faites), qui accède aux données et à qui elles sont communiquées,
- Combien de temps vous les conservez,
- Comment elles sont sécurisées.

Ressource pédagogique numérique : la définition donnée par le standard LOM (Learning Object Metadata) précise qu'une ressource pédagogique numérique est une entité numérique utilisée dans un processus d'enseignement, de formation ou d'apprentissage.

RGPD : Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) est le nouveau cadre juridique de l'Union européenne qui gouverne la collecte et le traitement des données à caractère personnel des utilisateurs. Il est entré en vigueur le 25 mai 2018.

Utilisateur : en informatique, le terme utilisateur est employé pour désigner une personne qui utilise un système informatisé mais qui n'est pas nécessairement informaticien.

Wifi (Wireless fidelity) : norme internationale d'accès sans fil à internet par radiocommunication. Le ministère de l'éducation nationale publie un référentiel Wi-Fi qui apporte aux différents acteurs du numérique éducatif les éléments à prendre en compte lors de la mise en place du Wifi en établissement et école, afin de les aider à obtenir une infrastructure fiable et adaptée aux usages.